

# FRANCISCUS VERELLEN

Directeur du Centre EFEO de Hong Kong, ancien directeur de l'Ecole Française d'Extrême-Orient

Après plusieurs décennies de renouveau religieux, la Chine a connu un changement soudain ces deux dernières années. Le 19<sup>ème</sup> Congrès du Parti, qui s'est tenu en octobre 2017 et qui a modifié la constitution et prolongé indéfiniment le mandat du Président Xi Jinping, a adopté de sévères mesures antireligieuses, notamment la sinisation (lire la marxisation) de la religion, la supervision par le Département du Front uni du PCC, la rééducation patriotique du clergé et l'exclusion des mineurs de l'éducation religieuse et du culte. Un million de musulmans ouïghours ont été détenus dans des camps d'internement au Xinjiang.

S'opposer ou coopter la religion a toujours été une question majeure pour l'État chinois. Bien que les dirigeants pré-modernes soient parvenus à des conclusions différentes, ils ont généralement perçu les questions de politique religieuse comme une adhésion religieuse, une loyauté politique et une adhésion populaire. Plus récemment, la modernité de l'ingénierie est devenue l'objectif principal. La République de Chine a poursuivi l'iconoclastie, les destructions de temple et les persécutions dans cet esprit, préfigurant ce qui allait se passer sous le contrôle de la République populaire et de la révolution culturelle.

Les relations internationales et la souveraineté représentent de nos jours des dimensions importantes de la politique religieuse chinoise, en particulier en plaçant les organisations religieuses étrangères sous l'autorité du Parti communiste et en réglementant les activités religieuses des étrangers en Chine. Citons par exemple le récent accord entre Pékin et le Vatican, les inquiétudes concernant le parrainage par les États-Unis de mouvements protestants et les allégations selon lesquelles les musulmans du Xinjiang entretiennent des liens avec des groupes islamistes à l'étranger.

La capacité des communautés religieuses à proposer des modèles de société alternatifs répond aux rêves de beaucoup mais constitue une menace pour le PCC. Aujourd'hui, la classe moyenne aisée se demande si la vie ne pourrait pas trouver un sens au-delà de l'idéologie et du matérialisme. Étant donné leur puissance de mobilisation à l'ère des réseaux sociaux, il s'agit d'une question qui préoccupe fortement l'État.

Merci beaucoup, Thierry, pour cette aimable introduction. Permettez-moi de commencer par quelques remarques préliminaires sur les relations entre l'État et la religion en Chine, d'abord de nos jours et ensuite sur la manière dont elles ont été envisagées dans le passé récent et plus lointain.

Après plusieurs décennies de renouveau religieux dans la Chine post-Mao Zedong et surtout après l'ouverture de Deng Xiaoping, un renouveau qui a bénéficié d'une grande tolérance de la part du gouvernement, nous assistons ces deux dernières années à un changement soudain. Je pense que les raisons de ce changement seront finalement reconnues comme largement politiques, mais je laisse ce point à mon collègue pour une discussion ultérieure. Permettez-moi de commencer par mettre en perspective la question religieuse.

Cette question est en effet passée en tête de l'ordre du jour en 2016, lorsque Xi Jinping a réuni et présidé personnellement une conférence sur la place de la religion en Chine. Il s'agissait de la première conférence de haut niveau organisée en 10 ans. Le fait que quelque chose se préparait a été confirmé un an plus tard à l'occasion du 19<sup>ème</sup> Congrès du Parti en octobre 2017 qui, comme vous le savez, a décidé d'un certain nombre de changements constitutionnels de grande envergure, y compris la prolongation indéfinie du mandat du Président Xi Jinping. Il est intéressant de constater que conjointement à ces grandes décisions politiques, la religion est à nouveau apparue au cœur de l'agenda politique de la Chine. Quelles ont été les mesures mises en place en 2017 ? La première et la plus débattue concerne la sinisation de la religion. L'utilisation de ce terme présente des implications intéressantes, sur lesquelles je reviendrai plus tard. La deuxième mesure a consisté à placer les religions sous l'autorité du Département du Front uni, l'organisation au sein du Parti Communiste Chinois (PCC) qui supervise et surveille la société civile et les groupes d'élites hors PCC, ainsi que leurs extensions à l'étranger. Cette organisation s'est

également vue conférer une autorité sur les minorités ethniques et les affaires religieuses, ainsi que leurs propres extensions respectives à l'étranger. On peut comprendre ce que cela signifiait pour le statut des religions en Chine. Le troisième point portait sur l'éducation patriotique. Les prêtres devaient suivre une formation au marxisme, au patriotisme et à la culture chinoise. Enfin, le dernier point peut paraître surprenant s'il s'applique aux organisations confucéennes et aux prêtres taoïstes comme un moyen d'assurer « la sinisation ». Rien n'est sans doute plus représentatif de la culture chinoise que le confucianisme et le taoïsme, qui ne relèvent absolument pas du marxisme. La sinisation doit donc être comprise comme garante de la conformité avec l'idéologie marxiste et les valeurs socialistes. Liang Xingyang, par exemple, est devenu un modèle taoïste après une rééducation complète. Comme les travailleurs modèles des années 1950, il est devenu un personnage public et médiatique majeur, qui s'exprime pour défendre la Chine dans des controverses internationales, sur des questions telles que l'expansion chinoise en mer de Chine méridionale. Sur le front religieux, Liang a fait savoir que les taoïstes ne croyaient ni au paradis ni à une vie après la mort et qu'ils étaient donc compatibles avec les valeurs socialistes. En outre, le taoïsme n'était pas approprié aux enfants. Si le taoïsme ne convenait pas aux enfants, ils devaient être protégés contre l'endoctrinement précoce. Cet aspect fait référence à une autre politique convenue par le Congrès du Parti, interdisant aux mineurs l'accès à l'éducation religieuse ou aux activités de culte. À l'égard des religions étrangères telles que le christianisme et l'islam, la question de la sinisation apparaît évidemment sous un autre angle. Historiquement, la religion bouddhiste d'origine indienne constitue depuis longtemps un problème en Chine. Elle est généralement restée sous-jacente, mais refaisait parfois surface sous la forme d'une hostilité nativiste. À l'heure actuelle, les chrétiens organisent encore en grande partie leur propre sinisation, leurs sessions de formation et leur rééducation. Quant à l'islam, la Chine n'a pas pris de tels risques. Selon de nombreux rapports, un million de musulmans ouïghours sont actuellement détenus dans des camps d'internement, dans ce que l'on appelle officiellement la « région autonome ouïghoure du Xinjiang », leur région d'origine. Les mosquées sont dans l'obligation de hisser le drapeau national et de former les enfants à la langue et à la culture chinoises. Après avoir nié l'existence du programme d'internement face aux questions d'un panel des Nations Unies sur les droits de l'homme, la Chine a changé de discours et a légalisé le système. Désormais, les camps existent et leurs prisonniers sont déclarés comme étant « détenus légalement ».

D'autres mesures ont été prises. En février 2018, de nouvelles directives ont été publiées affirmant que les religions chinoises devaient trouver leur inspiration dans la culture chinoise traditionnelle. Il s'agit là d'une méthode éprouvée de désacralisation, déjà pratiquée après la Révolution culturelle. Les temples n'ont plus été transformés en usines ou en commissariats de police, mais en musées à visiter dans le cadre du patrimoine culturel chinois, plutôt que comme lieux de culte. De la même manière, la doctrine religieuse nécessitait d'être réinterprétée à la lumière des directives émises par le PCC. En avril de cette année, un livre blanc sur la religion en Chine a été publié. Il explique que les mesures de contrôle prises contre les religions individuelles visent à protéger la liberté religieuse de tous, faisant écho à un argument souvent avancé par les laïques français. En outre, ce livre blanc interdit aux fonctionnaires et membres du parti communiste de pratiquer toute forme d'activité religieuse, de participer à un culte ou de visiter des temples. Pour de tels actes, considérés comme une violation de leur engagement en tant que communistes et athées exemplaires, ils sont susceptibles de poursuites pour corruption.

Afin de mesurer le potentiel d'antagonisme social inhérent à ces politiques, il est utile de se rappeler un instant ce qui a conduit au renouvellement de la religion dans la Chine post-maoïste. La question des valeurs revêt une importance cruciale. Un siècle et demi de désorientation et de destruction systématique des valeurs traditionnelles avait en effet laissé un vide troublé. Peut-être aussi s'est-il fait sentir le besoin d'une boussole morale, notamment à la lumière de la négligence du gouvernement, malgré ses réalisations impressionnantes dans d'autres domaines. Il avait en effet délaissé bon nombre de préoccupations sociétales comme la protection des consommateurs, l'environnement ou la sécurité des aliments et des médicaments. Parmi les autres raisons d'être attiré par la religion, on peut citer le désir de diversité d'expression, de croyances et de pratiques dans une société contrainte par l'uniformité et le contrôle de la pensée. Ceci était lié à l'aspect relatif à la construction identitaire des communautés religieuses partageant des idéaux et des aspirations communs, une manière d'affirmer et de protéger une sphère personnelle face à un État intrusif. Une fois de plus, la religion a fourni un exutoire à l'engagement social, dans la prise d'initiatives en faveur de l'éducation, de la charité, des pauvres et des exclus. Il s'agissait d'un domaine dans lequel l'État, y compris le PCC, accordait traditionnellement à la religion une fonction utile dans la société. Enfin, certaines doctrines religieuses présentaient une attraction évidente, contrairement à la réalité vécue. Prenez par exemple les doctrines bouddhistes et chrétiennes à l'égard de la justice universelle et de l'équité, fondées sur des lois qui s'appliquent partout et équitablement à tous, ou encore le caractère égalitaire de nombreuses communautés religieuses, à une époque où

les écarts croissants en termes d'inégalité dans la distribution des revenus et les privilèges alimentent le ressentiment social en Chine comme en Occident.

Le contrôle de l'État s'oppose à l'aspiration personnelle : affronter ou coopter la religion est depuis les temps anciens au cœur de la relation entre l'État et la religion. En tant qu'historien, permettez-moi de faire un retour dans le passé. Je dirais d'emblée que la Chine est et a été fondamentalement un État religieux. L'empereur était le Fils du ciel. Certains dirigeants chinois devinrent des empereurs de Bodhisattva, d'autres étaient qualifiés de prêtres taoïstes. L'émergence du taoïsme en tant qu'organisation sociale à grande échelle dans la dynastie Han de la fin du deuxième siècle de notre ère s'est déroulée dans un contexte de déclin du pouvoir politique des Han. Rapidement au XIXe siècle, une situation similaire a prévalu lors de la Révolte des Taiping, une insurrection d'inspiration chrétienne dont le dirigeant prétendait être le plus jeune frère du Christ. Le mouvement a pris de grandes proportions et a presque renversé la dynastie Qing. Dans ces deux cas, les questions de légitimité politique et d'insurrection étaient intimement liées à la religion en Chine. La raison en était que l'État et la religion avaient été conçus sur le même modèle et fondés sur les mêmes principes cosmiques. Ils faisaient partie d'un ensemble organique et si l'un d'eux était en déclin ou en échec, la viabilité de l'autre était remise en question. D'où la montée de mouvement religieux se posant comme des empires fantômes en période de déclin dynastique.

Entre les deux incidents mentionnés, la Chine a connu des périodes de désunion et de réunification, en assistant généralement à l'intervention de la religion comme autorité de légitimation ou comme interprète du mandat céleste de gouverner. Les politiques religieuses adoptées en Chine par les dirigeants d'origine non-chinoise sont instructives à cet égard. Après l'unification de la dynastie Tang, la famille dominante turque nouvellement installée s'est déclarée descendante de Lao-Tseu, fusionnant ainsi le culte impérial et le taoïsme. Après la dynastie Tang, le néo-confucianisme a été adopté comme idéologie d'État. Dirigeant mongol de la Chine et de la majeure partie de l'Asie, Gengis Khan considérait la politique religieuse comme la clé du cœur et de l'esprit du peuple chinois. Il a choisi le taoïsme. Les dirigeants mandchous de la dynastie Qing du XVIIe siècle ont choisi la voie opposée. En tant qu'étrangers, ils ont privilégié comme religion d'État le Lamaïsme, la forme tibétaine du bouddhisme. Bien que les dirigeants du début de la Chine moderne aient eu des conclusions différentes, les enjeux de la politique religieuse étaient généralement similaires : assurer la loyauté politique et gagner l'adhésion du peuple.

Plus récemment, la modernité de l'ingénierie est devenue l'objectif principal. Au XIXe siècle, les intellectuels et les hommes d'État chinois pensaient que le retard de la Chine était dû à son système de croyances, et que se débarrasser de la superstition aiderait la Chine à se moderniser. La République de Chine a poursuivi dans cette voie, en continuant l'iconoclastie, les destructions de temples et la persécution des adeptes religieux, préfigurant ce qui allait se produire après la révolution communiste, sous la Révolution culturelle, et en grande partie aujourd'hui encore. En d'autres termes, nous assistons actuellement à une situation qui n'est pas entièrement nouvelle en Chine.

Enfin, les relations internationales et les sensibilités à l'égard de la souveraineté de la Chine traduisent une dimension essentielle de la politique religieuse chinoise actuelle. La question est au cœur de la campagne de dénigrement vis-à-vis des religions étrangères : comment placer les organisations religieuses étrangères sous l'autorité du Parti communiste et réglementer les activités religieuses des étrangers en Chine ? Le récent accord entre Pékin et le Vatican a été conclu dans un climat de méfiance chinoise à l'égard de l'autorité spirituelle du pape sur les catholiques du monde entier. De nombreux observateurs à Hong Kong ont estimé que le moment n'était pas propice dans la relation de la Chine avec la religion pour parvenir à un accord. Cependant, Rome semble avoir délibérément tourné le dos à la politique, poursuivant plutôt une mission pastorale à long terme, malgré de redoutables obstacles à court terme. Quant aux mouvements protestants florissants, ils sont largement soupçonnés d'entretenir des liens étroits avec les États-Unis. Sans surprise, on justifie les mesures prises contre l'islam par des raisons sécuritaires et la nécessité d'empêcher la radicalisation et la connexion avec les organisations islamistes mondiales. En outre, au Xinjiang, les musulmans sont ethniquement assimilés à la minorité ouïghoure, ce qui permet à l'islam d'être traité comme un phénomène ethnique étranger à la société Han.

En résumé, la politique religieuse en Chine tourne autour de la capacité cruciale des organisations religieuses à dessiner des espaces civiques et communautaires séparés au sein de la société et de l'État communiste, le rêve de beaucoup, mais l'anathème du PCC. Selon les propos de Deng Xiaoping : « Il est aussi glorieux de s'enrichir. » Je suppose que le « aussi » signifie en plus de la recherche du bonheur dans un zèle idéologique. La Chine possède aujourd'hui une vaste classe moyenne ayant acquis de nombreuses richesses et qui commence à se demander s'il existe d'autres sens à donner à son existence, au-delà du choix entre zèle idéologique et matérialisme pur. Les

réponses que la religion apporte à cette question impliquent des modèles de société alternatifs, qui représentent clairement une menace pour l'État absolutiste. À cela s'ajoute le pouvoir de mobilisation, notamment à l'ère des réseaux sociaux. Les statistiques relatives à la pratique religieuse en Chine sont difficiles à objectiver. On estime que 300 millions de Chinois participent activement à une forme d'organisation religieuse et que 80 % de tous les Chinois adhèrent à une certaine forme des valeurs, des croyances et des pratiques du confucianisme, du taoïsme et de la religion populaire. Le PCC compte 90 millions d'adhérents. Si l'on considère ces chiffres et la puissance de mobilisation à l'ère du développement des réseaux électroniques, cela constitue certainement un sujet de préoccupation.

Pour conclure, je ne souhaite pas suggérer que toute position adoptée dans la longue histoire de la Chine à l'égard des relations entre l'État et la religion n'ait été définitive. En tant qu'observateur de longue date, le Vatican a pu tirer une telle conclusion. Les dirigeants chinois prémodernes ont hésité dans l'adoption de leur politique religieuse. Après avoir décidé de courtiser le taoïsme, Gengis Khan a ensuite changé d'avis et a ordonné de brûler le Canon taoïste. Xi Jinping aurait déclaré auparavant que l'activité et les aspirations religieuses faisaient partie intégrante de la civilisation humaine. Il aurait personnellement été proche d'une communauté bouddhiste et l'aurait soutenue. Comme dirait Deng Xiaoping, rien n'est tout noir et rouge. La question qui se pose maintenant est la suivante : pourquoi la politique religieuse en Chine a-t-elle pris un tel virage à ce moment précis, accompagnant les changements constitutionnels de 2017 ? C'est au tour de mon collègue d'aborder cette question.